

Quand les doutes sur la survie de l'euro infiltrent même le cœur du pouvoir allemand



Le président du Conseil consultatif scientifique du ministère des Finances allemand donne à l'euro une chance de survie de cinq ans "limitée". Il propose une alternative radicale pour sortir de la crise de la dette.

Avec Wolf Richter

[Billet publié initialement \(en anglais\) sur le blog Testosterone Pit](#)

Plusieurs Allemands haut-placés ont publiquement exprimé leurs doutes quant au futur de l'euro. Quelques politiciens ont essayé de glisser quelques sorties anti-euro au journal télévisé. Et un parti anti-euro, Alternative pour l'Allemagne, s'est formé juste à temps pour se présenter aux élections de septembre, et espère remporter assez de voix pour entrer au Parlement.

Mais ceux les plus proches de l'épicentre du pouvoir, ceux qui gravitent autour d'Angela Merkel, continuent à défendre le dogme officiel. Celui selon lequel l'euro est plus qu'une monnaie, c'est un concept sacré, une sorte de religion qu'il faut sauver à tout prix. Une grande partie de l'opposition adhère aussi à ce dogme. Bien que la possibilité qu'un petit pays sorte de l'euro a été plus ou moins acceptée, l'euro en lui-même est resté intouchable dans ces cercles. Jusqu'à maintenant.

« Je donne à l'euro une chance de survie à moyen-terme limitée », a déclaré le Dr Kai A. Konrad, président du Conseil consultatif scientifique du ministère des Finances, qui conseille cet épicentre du pouvoir. Au quotidien, il est également directeur de l'Institut Max Planck sur la loi fiscale et les finances publiques. Dans une interview publiée par le *Welt am Sonntag*, il a lancé un ballon d'essai, une alternative, une hérésie pour les Allemands, un grand compromis, une stratégie de sortie, si vous voulez, de sortie de crise pour tous les pays de la Zone euro. Un plan B dont l'existence même a été farouchement niée par le gouvernement.

Les politiques « d'austérité » mises en place en Europe – le traitement choisi pour maintenir l'union monétaire – ont été l'objet de puissantes attaques. Mais Konrad n'y va pas par quatre chemins : **« Aucun pays ne peut accumuler arbitrairement de la dette sans s'exposer au risque que les investisseurs finissent par fermer un jour le robinet »**, dit-il. C'est ce qui est arrivé aux pays situés au cœur de la crise de la dette.

Il devrait donc être dans l'intérêt de chaque pays de « maintenir sa dette à un niveau aussi bas que possible », assure-t-il. Mais il n'y a pas de seuil fixe, comme les 60% du PIB inscrits dans le traité de Maastricht et maintenant abandonnés de facto. La limite à partir de laquelle un pays entre dans une zone de turbulences varie, selon lui, en fonction de la croissance de son économie et de l'augmentation de sa population.

Quand le traité de Maastricht a été négocié, ce seuil de 60% était justifié par les prévisions de croissance de chaque pays. Si l'on regarde en arrière, on voit qu'il était trop haut, car « la croissance européenne n'a pas atteint les niveaux attendus au cœur des vingt dernières années », dit-il. « Les pays dont la croissance est trop faible peuvent emprunter encore moins. »

Il voit un autre problème lié aux limites strictes de la dette et des déficits. « Imposer de telles conditions aux Etats membres ne crée que du ressentiment, et finit par mettre en péril le projet européen ». Référence à la relation entre un pays sous perfusion, la Grèce, et l'Allemagne, relation qui a culminé avec des images de Merkel affublée d'un uniforme nazi. Au contraire, **les pays de la Zone euro devraient être libres « d'emprunter tant qu'ils veulent, à la condition qu'ils soient seuls responsable de leur dette ».**

Quelle pensée radicale, en Allemagne, que de dire que chaque pays doit pouvoir emprunter autant qu'il le souhaite ! La seconde partie, que chaque pays doit être seul responsable de sa dette, et non de la dette d'autres pays, était bien sûr l'un des principes du traité de Maastricht, et une des promesses d'airain des politiciens allemands pour que le peuple accepte d'abandonner son Deutsche Mark. Une promesse devenue mensonge à l'heure du premier plan de sauvetage.

Mais pour Konrad, c'est le grand compromis, le plan B : oublier les limites de la dette et des déficits du traité de Maastricht. Laisser chaque pays flamber tout l'argent emprunté qu'il veut. **Mais lorsque les investisseurs fermeront le robinet, il n'y aura ni plan de sauvetage, ni Troïka, ni BCE pour racheter de la dette, ni inspecteurs allemands se promenant dans les ministères des Finances. Il reviendra à chaque pays de se débrouiller avec ses investisseurs et de rembourser ses déficits avec rien du tout.**

Mais pour permettre à un pays de faire faillite au sein d'une union monétaire, il faut rendre le secteur bancaire « immunisé face à la crise », dit-il. Mais il ne parle pas de ratios de fonds propres ou de produits dérivés, mais d'un concept très simple : **« les banques ne doivent plus du tout financer des Etats. Ainsi, si l'Etat devient insolvable, les porteurs d'obligations de ces Etats se verront présenter la facture, sans que l'on risque une crise systémique. »**

C'est un changement total de paradigme. Les banques européennes achètent des montants massifs de dette de leurs propres gouvernements, et d'autres Etats. Avec sa proposition, les banques ne possèderaient aucune dette souveraine, et donc seraient protégées de tout risque de crise de la dette. Mais cela serait difficile à mettre en œuvre, vu à quel point les Etats sont dépendants des financements de leurs banques. Il conclut donc sur une note plus sombre – et un ballon d'essai pour une nouvelle doctrine gouvernementale.

« L'Europe est importante pour moi », dit-il. « Pas l'euro. Je donne à l'euro une chance de survie à moyen-terme limitée. » Quand on lui demande de définir ce qu'il entend par « moyen-terme », le président du Conseil consultatif scientifique du ministère des Finances allemand explique qu'il est difficile de définir une période exacte, car cela dépend de beaucoup de facteurs, mais que « cinq ans semblent réalistes ».